

Le Mercosur « espère » un accord avec l'UE avant les élections européennes

© 07/12/2018 |  Terre-net Média

Les pays du bloc sud-américain de libre-échange Mercosur ont souhaité jeudi pouvoir conclure un accord commercial avec l'Union européenne au premier trimestre 2019, avant les élections européennes de mai.

« **I** l y aura des événements politiques, notamment le renouvellement du Parlement de l'UE (...), de plusieurs commissaires, en avril ou en mai (et) nous devrions essayer de fixer une date limite au premier trimestre de l'année prochaine », pour conclure un accord, a déclaré jeudi à Brasilia le chef de la diplomatie de l'Uruguay Rodolfo Nin Novoa. « C'est notre aspiration », a-t-il dit. Hormis son pays qui occupe actuellement la présidence tournante, le bloc régional regroupe le Brésil, l'Argentine et le Paraguay.

Le **Mercosur** s'est réuni dans la capitale brésilienne avant le prochain round de discussions techniques la semaine prochaine à Montevideo. L' **accord UE-Mercosur, en discussion depuis près de 20 ans, serait le plus important jamais signé** par les Européens. Les négociations, qui semblaient proches d'aboutir ces derniers mois, se sont heurtées à des divergences entre le Brésil et l'UE, notamment sur l'accès de la viande et du sucre aux pays de l'UE et sur le secteur automobile. Pour Rodolfo Nin Novoa, deux « asymétries » entravent un accord. Si le Mercosur propose « son marché entier », l'UE n'offre que « des portions de son marché », a-t-il dit à la presse. Par ailleurs, « l'UE a un niveau de subventions pour la plupart de ses produits qui est très désavantageux à la négociation et au commerce entre les deux blocs ».

Accord de Paris

L'arrivée au pouvoir en janvier 2019 au Brésil du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, peu enclin au multilatéralisme, suscite également l'inquiétude dans les deux blocs. Le Brésil souhaiterait une révision des accords régissant le Mercosur et pourrait même quitter le bloc régional après l'entrée en fonction du gouvernement s'il n'est pas satisfait, avait averti fin novembre sa future ministre de l'agriculture, Tereza Cristina. Peu après, le président français Emmanuel Macron avait déclaré que l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro pourrait avoir « un impact » sur les négociations commerciales. « Je ne suis pas favorable à la signature d'accords commerciaux larges avec des puissances qui ont annoncé qu'elles ne respecteront pas l'Accord de Paris » sur le climat, avait averti Emmanuel Macron, en référence au Brésil. Le chef de la diplomatie uruguayenne a toutefois assuré jeudi qu'une rencontre avec son futur homologue brésilien Ernesto Araújo était prévue et que les quatre pays du Mercosur continueraient d'entretenir « les mêmes bonnes relations qu'aujourd'hui ». Le président brésilien Michel Temer a de son côté déclaré jeudi que l' **Accord de Paris** était « extrêmement important » pour « préserver la vie ». « L'environnement c'est la vie, la préservation de la vie pour l'avenir », a-t-il dit à des journalistes, rappelant que le Brésil avait joué un rôle important dans l'accord de 2015. « Nous avons agrandi ou créé 16 zones protégées fédérales (...) et une zone de protection marine équivalente à la superficie combinée de la France et l'Allemagne », a-t-il ajouté. Le Brésil a toutefois annoncé fin novembre qu'il renonçait à accueillir l'an prochain la COP25 sur le climat, sous la pression de Jair Bolsonaro et officiellement en raison de « restrictions budgétaires ».

Assemblée générale de l'ONU : Macron appelle à ne pas signer d'accord commercial avec ceux qui ne respectent pas l'accord de Paris
pic.twitter.com/IaEeQUJkSg

— franceinfo (@franceinfo) 25 septembre 2018